

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012





SOMMAIRE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012

I – ÉTATS FINANCIERS RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2012	p.2
II – RAPPORT D’ACTIVITE	p.19
III – INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES	P.24
IV – FACTEURS DE RISQUES	p.25
V – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012	P.27
VI – DECLARATION DU RESPONSABLE DE L’INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012	P.29

I – ÉTATS FINANCIERS RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2012

ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE

(Montants en euros)

	Note	30/06/2012	31/12/2011
		€	€
ACTIF			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles		19.849	20.512
Immobilisations corporelles		860.558	849.191
Actifs financiers non courants	3	607.897	398.266
Total des actifs non courants		1.488.305	1.267.969
 Actifs courants			
Stocks et en cours		25.068	34.449
Créances clients et comptes rattachés		42.525	775
Autres actifs courants	4	3.689.240	2.886.840
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	42.176.914	11.531.117
Total des actifs courants		45.933.747	14.453.181
TOTAL DE L'ACTIF		47.422.052	15.721.150

ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE

(Montants en euros)

	Note	30/06/2012	31/12/2011
		€	€
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	6	1.340.815	882.275
Primes liées au capital		54.565.890	17.508.641
Réserves		(5.658.667)	556.859
Résultat de la période		(5.432.929)	(7.241.157)
Total des capitaux propres		44.815.110	11.706.617
 Passifs non courants			
Avances conditionnées	7	373.041	621.281
Provisions non courantes		161.382	119.430
Total des passifs non courants		534.423	740.711
 Passifs courants			
Avances conditionnées	7	253.914	198.171
Fournisseurs et comptes rattachés	8	1.388.755	2.204.477
Autres passifs courants	8	429.850	871.173
Total des passifs courants		2.072.519	3.273.822
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		47.422.052	15.721.150

ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL
(Montants en euros)

	Note	Au 30 juin	
		2012	2011
		€	€
Produits opérationnels			
Chiffre d'affaires	9	71.704	106.492
Autres revenus	9	1.244.382	828.739
Total des produits		1.316.086	935.231
Charges opérationnelles			
Coûts des marchandises vendues		54.987	49.388
Recherche & Développement	10/11	5.094.902	2.991.838
Frais Généraux	10/11	1.796.010	1.003.831
Total des charges		6.945.899	4.045.057
Résultat opérationnel		(5.629.813)	(3.109.826)
Produits financiers	12	212.021	18.670
Charges financières	12	(15.137)	(14.928)
Résultat financier		196.884	3.742
Impôt sur les sociétés		-	-
Résultat net		(5.432.929)	(3.106.084)
Résultat de base par action (€/action)		(0,48)	(0,45)
<hr/>			
		Au 30 juin	
		2012	2011
		€	€
Résultat net		(5.432.929)	(3.106.084)
Autres éléments du résultat global :		-	-
Résultat global de la période		(5.432.929)	(3.106.084)



ETAT RESUME DES FLUX DE TRESORERIE
(Montants en euros)

Note	30/06/2012	30/06/2011
	€	€
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat de la période	(5.432.929)	(3.106.084)
Réconciliation du résultat net et de la trésorerie utilisée pour les activités opérationnelles:		
Amortissements et dépréciations	112.333	86.393
Engagements de retraite	39.457	8.688
Charges calculées liées aux paiements en actions	1.095.108	128.878
Capacité d'autofinancement avant résultat financier et impôt	(4.186.031)	(2.882.125)
Stocks et en cours	9.381	2.059
Créances clients	(41.750)	455
Autres créances	(802.400)	(598.281)
Fournisseurs	(815.723)	51.315
Autres passifs courants	(441.323)	(435.254)
Variation du besoin de fonds de roulement	(2.091.815)	(979.707)
Flux de trésorerie net lié aux activités opérationnelles	(6.277.846)	(3.861.832)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(108.810)	(225.052)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(11.732)	(810)
Acquisitions d'immobilisations financières	(235.831)	(77.497)
Autres flux liés aux opérations d'investissement	26.200	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(330.173)	(303.358)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement:		
Augmentation de capital	37.515.790	-
Actions d'autocontrôle	(69.477)	-
Augmentation (diminution) des avances remboursables	7 (192.497)	(127.917)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement:	37.253.816	(127.917)
(Diminution) / Augmentation de la trésorerie	30.645.797	(4.293.107)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	11.531.117	9.027.891
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	5 42.176.914	4.734.784

ETAT RESUME DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(Montants en euros)

	Capital social		Primes liées au capital	Réserves	Résultats cumulés	Total capitaux propres
	Actions ordinaires					
	Nombre d'actions (note 6)	Montant				
Au 1^{er} janvier 2011	462.467	462.467	27.660.004	(19.555.572)	-	8.566.899
Résultat net					(3.106.084)	(3.106.084)
Paiements fondés sur des actions				128.878		128.878
Au 30 juin 2011	462.467	462.467	27.660.004	(19.426.694)	(3.106.084)	5.589.693
Au 1^{er} janvier 2012	8.822.745	882.275	17.508.641	13.091.218	(19.775.516)	11.706.617
Résultat net					(5.432.929)	(5.432.929)
Augmentation de capital	4.585.402	458.540	37.057.249			37.515.790
Actions propres	(9.225)			(69.477)		(69.477)
Paiements fondés sur des actions				1.095.108		1.095.108
		1.340.81			(25.208.445)	
Au 30 juin 2012	13.398.922	5	54.565.890	14.116.849		44.815.110



NOTES AUX ETATS FINANCIERS RESUMES

Note 1 : La Société

Créée en 2002, DBV Technologies SA («la Société») développe et commercialise des produits innovants pour le traitement des allergies, notamment alimentaires.

La Société commercialise historiquement un produit de diagnostic prêt à l'emploi pour dépister l'allergie au lait de vache chez l'enfant, lancé en France en 2004, appelé Diallertest®. La Société évalue actuellement, en coordination avec les Autorités réglementaires, un potentiel protocole d'essai clinique de phase III, qui pourrait débuter en 2012. La Société estime qu'elle pourrait être en mesure de demander une autorisation de mise sur le marché pour Diallertest en 2013.

DBV Technologies développe également une technologie originale de patchs électrostatiques, appelée Viaskin®, en vue de développer la voie épicutanée dans l'immunothérapie spécifique, ou désensibilisation.

Viaskin®Peanut est le premier produit d'immunothérapie spécifique épicutanée développé par DBV Technologies. La Société a terminé une étude de phase Ib et publié ces données cliniques, montrant que le produit était sûr et bien toléré par les patients atteints d'allergie à l'arachide. A la suite de ces résultats prometteurs, les Autorités réglementaires ont donné leur feu vert pour le démarrage d'une étude d'efficacité de phase IIb (appelée 'VIPES'), qui devrait commencer au début du second semestre 2012.

Par ailleurs, une étude de phase II d'efficacité sur 54 patients allergiques à l'arachide, appelée ARACHILD et sponsorisée par l'Assistance Publique (AP-HP), a montré après 6 mois de traitement (sur 18 au total) que le produit était sûr et bien toléré. Ces données intermédiaires ont également montré une efficacité du Viaskin® Peanut statistiquement supérieure à celle du placebo.

Viaskin®Milk, deuxième produit que DBV technologies souhaite développer, a déjà fait l'objet d'une étude pilote de phase II publiée par Dupont et al. (JACI 2010), qui a mis en évidence sa sécurité et son efficacité chez l'enfant. La préparation d'une étude européenne, en collaboration avec les organisations d'allergologues européens est programmée courant 2012.

Faits marquants du 1er semestre 2012

Le 28 Février 2012, DBV Technologies a annoncé que son programme de développement clinique pour Viaskin® Peanut a été reconnu comme programme « Fast Track ».

Le 28 mars 2012, la Société a levé 40,5 millions d'euros, soit 37,5 millions d'euros nets de frais, suite à son introduction en bourse sur le marché NYSE-Euronext à Paris.

Le 10 mai 2012, DBV Technologies a annoncé le renforcement de son équipe managériale avec la nomination de Charles Ruban comme Directeur du Développement, membre du Comité Exécutif de la Société.

Le 31 mai 2012, DBV Technologies a annoncé la nomination du Professeur Hugh Sampson à son Conseil Scientifique.



Le 18 Juin 2012, DBV Technologies a annoncé la toute première présentation des résultats détaillés de son étude clinique de Phase Ib, achevée en début d'année 2012, démontrant l'innocuité et la bonne tolérance de Viaskin® chez des patients allergiques à l'arachide. DBV Technologies a également annoncé que l'AP-HP (Assistance Public - Hôpitaux de Paris) sponsor de l'étude ARACHILD, a présenté les résultats cliniques préliminaires d'innocuité et d'efficacité obtenus après six mois d'immunothérapie épicutanée avec Viaskin® Peanut sur des patients allergiques à l'arachide. Les résultats après 6 mois ont montré qu'il n'y avait pas eu d'arrêt prématuré du traitement dû à des effets secondaires et aucun effet secondaire grave lié au traitement. Les données intermédiaires ont également montré une efficacité du Viaskin® Peanut statistiquement supérieure à celle d'un traitement par placebo, lors du premier bilan d'efficacité à 6 mois.

Note 2 : Principes généraux et déclaration de conformité

Remarques liminaires :

Les comptes résumés de la Société sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

La date de clôture des comptes semestriels résumés est fixée au 30 juin.

Les comptes semestriels résumés ont été arrêtés le 25 juillet 2012 par le Conseil d'administration.

Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n°1606 / 2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers de la Société au 31 décembre 2011 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standard*) tel qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers.

Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne diffère sur certains aspects du référentiel IFRS publié par l'IASB. Néanmoins, la Société s'est assurée que les informations financières pour les périodes présentées n'auraient pas été substantiellement différentes si elle avait appliqué le référentiel IFRS tel que publié par l'IASB.

Les normes internationales comprennent les normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les normes IAS (*International Accounting Standards*) ainsi que les interprétations SIC (*Standing Interpretations Committee*) et IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

Les comptes semestriels résumés au 30 juin 2012 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers de l'exercice 2011.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

Saisonnalité de l'activité

L'activité de la Société n'est pas soumise à des effets significatifs de saisonnalité de ses ventes.

Note 3 : Actifs financiers non-courants

(Montants en euros)

	30/06/201	31/12/201
	2	1
Dépôts de garantie	101.864	122.756
Titres immobilisés	275.510	275.510
Contrat de liquidité	230.523	-
Total des actifs financiers non-courants	607.897	398.266

Les actifs financiers non-courants sont composés des dépôts de garantie versés au bailleur, des Sicav nanties en garantie de contrats de location simple et d'un contrat de liquidité. L'augmentation au 1^{er} semestre 2012 résulte de la mise en place d'un contrat de liquidité de 300.000 euros suite à l'introduction en bourse de la Société. A ce titre, 9.225 actions propres ont été imputées en réduction des capitaux propres au 30 juin 2012, le solde du numéraire est maintenu en actif financier non-courant.

Note 4 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

(Montants en euros)

	30/06/2012	31/12/2011
Crédit d'impôt recherche	2.927.419	1.707.572
Autres créances fiscales	639.164	462.470
Autres créances	3.932	71.391
Charges constatées d'avance	118.725	645.407
Total	3.689.240	2.886.840

Les autres créances fiscales sont relatives principalement à la TVA déductible ainsi qu'au remboursement de la TVA demandé.

Les charges constatées d'avance correspondent pour l'essentiel à des loyers, de l'assurance et des réservations pour des congrès.

Crédit d'impôt recherche

La Société bénéficie des dispositions des articles 244 quater B et 49 septies F du Code Général des Impôts relatives au crédit d'impôt recherche. Conformément aux principes décrits en Note 3.14 de l'annexe aux comptes IFRS établis au 31 décembre 2011, le crédit d'impôt recherche est comptabilisé



en « autres revenus » au cours de l'année à laquelle se rattachent les dépenses de recherche éligibles.

L'évolution de ce crédit d'impôt recherche au cours des trois derniers exercices se présente comme suit :

- 2009 : 890.370 €, remboursé en 2010,
- 2010 : 1.386.989 €, remboursé en 2011,
- 2011 : 1.699.080 €, à recevoir en 2012.

Le crédit d'impôt recherche des années 2008 et 2009 a fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2011. Ce contrôle, clos depuis le 11 juillet 2011, n'a donné lieu à aucun redressement significatif.

Au titre des comptes présentés, la Société a comptabilisé un crédit d'impôt recherche de 1.219.847 euros au 30 juin 2012 et de 817.035 euros au 30 juin 2011.

Note 5 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

(Montants en euros)

	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
Disponibilités	162.604	105.564
Valeurs mobilières de placement	3.531	1.526.599
Dépôts à terme	42.010.778	9.898.954
Total	<u>42.176.914</u>	<u>11.531.117</u>

Note 6 : Capital

6.1 Capital émis

Le capital social, au 30 juin 2012, est fixé à la somme de 1.340.814,70 euros (un million trois cent quarante mille huit cent quinze euros et soixante-dix centimes). Il est divisé en 13.408.147 actions entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,10 €.

Ce nombre s'entend hors Bons de Souscription d'Actions ("BSA"), Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise ("BSPCE"), et actions gratuites ("AGA") octroyés à certaines personnes physiques, salariées ou non de la Société.

Toutes les actions donnent droit à leurs titulaires à une part proportionnelle des résultats et de l'actif net de la Société.

Le tableau ci-dessous présente le capital de la Société au 30 juin 2012 :

Date	Nature des opérations	Capital	Prime d'émission	Nombre d'actions	Nominal
	Solde au 1 janvier 2011	462 467,00 €	27 658 779,61 €	462 467	1,00 €
9 décembre 2011	Augmentation de capital par émission d'actions "P4"	125 716,00 €	9 554 416,00 €	125 716	1,00 €
	Augmentation de capital par incorporation de réserves et				
9 décembre 2011	élévation de la valeur nominale des actions	294 091,50 €	-294 091,50 €		
9 décembre 2011	Imputation report à nouveau sur prime d'émission		-19 411 688,00 €		
9 décembre 2011	Division de la valeur nominale des actions			8 234 562	
	Solde au 31 décembre 2011	882 274,50 €	17 507 416,11 €	8 822 745	0,10 €
28 mars 2012	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	457 317,10 €	36 950 105,80 €	4 573 171	
26 avril 2012	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	1 223,10 €	107 143,56 €	12 231	
	Solde au 30 juin 2012	1 340 814,70 €	54 564 665,47 €	13 408 147	0,10 €

Les actions dites « actions de préférence catégorie P » ont été converties en « actions ordinaires » suite à l'introduction en bourse de la Société en mars 2012.

Les frais d'augmentation de capital ont été comptabilisés en réduction de la prime d'émission.

6.2 Bons de souscription d'actions, bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, actions gratuites

La Société a émis des bons de souscription d'actions ("BSA"), des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et des actions gratuites (AGA) comme suit :

Date	Type	Nombre de bons émis au 30/06/2011	Nombre de bons caducs au 30/06/2011	Nombre de bons en circulation au 30/06/2011	Nombre maximum d'actions à émettre	Prix de souscription par action
23/12/2005	BSA/BSPCE	17 115	17 115	-	-	- €
07/12/2007	BSA	1 717	572	1 145	17 175	4,33 €
21/01/2009	BSA/BSPCE	16 380	-	16 380	245 700	4,33 €
21/01/2009	BSPCE	2 296	-	2 296	34 440	4,33 €
25/06/2010	BSA	1 825	-	1 825	27 375	4,33 €
28/01/2011	BSA	10 039	-	10 039	150 585	5,13 €
24/06/2011	BSA/BSPCE	32 000	-	32 000	480 000	5,13 €
	Total	81 372	17 687	63 685	955 275	

Date	Type	Nombre de bons émis au 30/06/2012	Nombre de bons caducs au 30/06/2012	Nombre de bons en circulation au 30/06/2012	Nombre maximum d'actions à émettre	Prix de souscription par action
23/12/2005	BSA/BSPCE	17 115	17 115	-	-	- €
07/12/2007	BSA	1 717	572	1 145	17 175	4,33 €
21/01/2009	BSA/BSPCE	16 380	-	16 380	245 700	4,33 €
21/01/2009	BSPCE	2 296	-	2 296	34 440	4,33 €
25/06/2010	BSA	1 825	-	1 825	27 375	4,33 €
28/01/2011	BSA	10 039	-	10 039	150 585	5,13 €
24/06/2011	BSA/BSPCE	32 000	-	32 000	480 000	5,13 €
22/11/2011	BSA/BSPCE	11 377	-	11 377	170 655	5,13 €
17/01/2012	BSA	89 835	-	89 835	89 835	5,13 €
02/04/2012	AGA	669 796	-	669 796	669 796	8,86 €
	Total	852 380	17 687	834 693	1 885 561	

Le total présenté ci-dessus n'inclut pas les bons annulés antérieurement au 31 décembre 2007. Dans le cadre de l'introduction en bourse, la valeur nominale des actions a fait l'objet d'une division du nominal par 15 suite à la décision de l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2011.

L'incidence sur le résultat net des paiements fondés sur des actions est présentée en Note 11.

Note 7 : Emprunts et dettes financières

7.1 Avances remboursables

Les avances conditionnées auprès des collectivités publiques font l'objet de contrats avec OSEO et la COFACE.

La Société bénéficie de deux contrats d'avances avec OSEO Innovation et un contrat avec la COFACE. Ces avances ne portent pas intérêt et sont remboursables à 100% (valeur nominale) en cas de succès technique et/ou commercial.

La part à plus d'un an des avances conditionnées est enregistrée en passifs non courants, tandis que la part à moins d'un an est enregistrée en passifs courants.

Le tableau ci-dessous présente le détail des dettes inscrites au bilan par type d'avance remboursable (montants en euros) :



	1ère aide OSEO	2ème aide OSEO	3ème aide OSEO	COFACE	Total
Bilan Dette Ouverture 1/1/2012	-	450 713	246 238	122 501	819 452
+ encaissements	-	-	-	-	-
- remboursements	-	(200 000)	-	-	(200 000)
+/- autres mouvements	-	(4 257)	9 438	2 322	7 503
Bilan Dette au 30/06/2012	-	246 456	255 676	124 823	626 955

	1ère aide OSEO	2ème aide OSEO	COFACE	Total
Bilan Dette Ouverture 1/1/2011	130 959	578 793	118 040	827 792
+ encaissements	-	-	-	-
- remboursements	-	(140 000)	-	(140 000)
+/- autres mouvements	2 655	7 237	2 191	12 083
Bilan Dette au 30/06/2011	133 614	446 030	120 231	699 875

7.2 Maturité des passifs financiers

Échéance des passifs financiers inscrits au 30 juin 2012
(Montants en euros)

	Montant brut	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
PASSIFS financiers				
Avances conditionnées non courantes	373.041	-	373.041	-
Provisions non courantes	161.383	3.932	-	157.451
Avances conditionnées courantes	253.914	253.914	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1.388.754	1.388.754	-	-
Autres passifs courants	429.850	429.850	-	-
Total passif financier	2.606.942	2.076.450	373.041	157.451

Échéance des passifs financiers inscrits au 31 décembre 2011
(Montants en euros)

	Montant brut	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans
PASSIFS financiers				
Avances conditionnées non courantes	621.281	-	621.281	-
Provisions non courantes	119.430	-	-	119.430
Avances conditionnées courantes	198.171	198.171	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	2.204.477	2.204.477	-	-
Autres passifs courants	871.173	871.173	-	-
Total passif financier	4.014.532	3.273.821	621.281	119.430

Les autres passifs courants sont constitués principalement de dettes sociales.

Note 8 : Dettes fournisseurs et autres passifs courants

8.1 Fournisseurs et comptes rattachés

Sur les fournisseurs et comptes rattachés, aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où les montants ne présentaient pas de délais de paiement supérieurs à 1 an à la fin de chaque période présentée.

8.2 Autres passifs courants

(Montants en euros)

	<u>30/06/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
Dettes sociales	354.287	789.651
Dettes fiscales	10.619	28.816
Autres dettes	31.002	11.233
Produits constatés d'avance	33.942	41.473
Total	<u>429.850</u>	<u>871.173</u>

Les autres passifs regroupent les dettes à court terme vis-à-vis des salariés et des organismes sociaux et fiscaux.

Note 9 : Produits opérationnels

Les produits opérationnels se détaillent de la manière suivante :

(Montants en euros)

	<u>30/06/2012</u>	<u>30/06/2011</u>
Chiffre d'affaires	71.704	106.492
Crédit Impôt Recherche	1.219.847	817.035
Subventions	24.535	11.704
Total	<u>1.316.086</u>	<u>935.231</u>

Le chiffre d'affaires de la Société est composé de la vente des produits Diallertest®.

Note 10 : Charges opérationnelles

Les dépenses de recherche et développement se ventilent comme suit :

	30 juin	
	2012	2011
	€	€
Dépenses de R&D		
Frais de personnel	1 793 643	648 307
Sous traitance, Collaboration et consultants	2 637 834	1 948 409
Fournitures de Recherche	261 278	226 512
Location immobilière	122 992	78 711
Congrès, Frais de déplacement	136 079	90 489
Dotations aux provisions et amortissements	85 043	- 18 934
Autres	58 034	18 343
Total des dépenses de R&D	5 094 902	2 991 838

Par nature, la répartition des frais généraux est la suivante :

	30 juin	
	2012	2011
	€	€
Frais généraux		
Frais de personnel	1 333 363	246 172
Honoraires	120 565	450 393
Location immobilière	57 186	23 087
Assurances	31 668	20 855
Communication, frais de représentation et déplacement	141 788	151 339
Frais postaux et de telecommunication	45 184	12 703
Fournitures administratives et locations mobilières	29 858	17 874
Autres	36 398	81 408
Total des frais généraux	1 796 010	1 003 831

Charges de personnel

La Société employait 26 personnes au 30 juin 2012, contre 22 au 30 juin 2011.

Les frais de personnel s'analysent comme suit (en euros) :

	<u>30/06/2012</u>	<u>30/06/2011</u>
Salaires et traitement	834.856	544.486
Charges sociales	394.707	212.427
Contribution patronale actions gratuites	802.312	-
Charges sur engagement de retraite	39.457	8.688
Paiement en actions	1.095.108	128.878
Total	<u>3.166.440</u>	<u>894.479</u>

Note 11 : Paiements en actions

Les paiements en actions concernent tous les bons (BSA/BSPCE) et actions gratuites (AGA) attribués à des salariés, des membres du Conseil d'administration non-salariés, des conseillers scientifiques ou à des prestataires de services.

Les bons attribués sont susceptibles d'être exercés à tout moment après une période de vesting comprise entre 0 et 4 ans et deviennent caducs après une période de 10 ans à compter de leur date d'attribution. L'acquisition des bons par les bénéficiaires n'est pas soumise à des conditions de marché. La charge représentative de l'avantage octroyé est comptabilisée linéairement en charge de personnel sur la période d'acquisition des droits.

Le détail de la charge comptabilisée au titre des périodes présentées se détaille comme suit par plan :

Écoulement de la charge au 30 juin 2011 :

Type	Date d'Octroi	Nombre d'options en circulation	Coût probabilisé du plan	Charge cumulée au 31/12/2010	Charge 2011	Charge cumulée au 30/06/2011
BSPCE2	23/12/2005	-	427 959 €	427 959 €	- €	427 959 €
BSA	07/12/2007	1 145	34 315 €	32 551 €	950 €	33 501 €
BSA 2	21/01/2009	10 716	326 924 €	294 684 €	11 507 €	306 191 €
BSA 4	21/01/2009	5 358	163 515 €	147 391 €	5 755 €	153 146 €
BSAX	21/01/2009	306	9 856 €	7 573 €	818 €	8 391 €
BCEX	21/01/2009	2 296	70 287 €	53 809 €	5 875 €	59 684 €
BSAX	25/06/2010	1 825	56 504 €	14 889 €	14 217 €	29 106 €
BSA2010	28/01/2011	10 039	330 240 €	- €	75 521 €	75 521 €
	24/06/2011	8 000	261 483 €	- €	3 508 €	3 508 €
BSPCE2010	24/06/2011	24 000	784 685 €	- €	10 527 €	10 527 €
Total		63 685	2 465 768	978 856	128 678	1 107 534

Écoulement de la charge au 30 juin 2012 :

Type	Date d'Octroi	Nombre d'options en circulation	Coût probabilisé du plan	Charge cumulée au 31/12/2011	Charge 2012	Charge cumulée au 30/06/12
BSPCE2	23/12/2005	-	427 959 €	427 959 €	- €	427 959 €
BSA	07/12/2007	1 145	34 348 €	34 348 €	- €	34 348 €
BSA 2	21/01/2009	10 716	326 893 €	321 928 €	3 940 €	325 868 €
BSA 4	21/01/2009	5 358	163 500 €	161 017 €	1 970 €	162 987 €
BSAX	21/01/2009	306	9 854 €	9 505 €	277 €	9 782 €
BCEX	21/01/2009	2 296	70 239 €	67 700 €	2 013 €	69 713 €
BSAX	25/06/2010	1 825	55 672 €	46 885 €	6 358 €	53 243 €
BSA2010	28/01/2011	10 039	333 172 €	165 702 €	47 694 €	213 396 €
	24/06/2011	8 000	263 805 €	108 897 €	45 094 €	153 991 €
	09/12/2011	1 338	43 527 €	1 371 €	11 401 €	12 772 €
	17/01/2012	89 835	193 288 €	- €	44 497 €	44 497 €
BSPCE2010	24/06/2011	24 000	791 652 €	326 794 €	135 321 €	462 115 €
	15/12/2011	10 039	323 599 €	7 493 €	85 693 €	93 186 €
AGA	02/04/2012	669 796	5 830 569 €	- €	710 850 €	710 850 €
Total		834 693	8 868 078	1 679 599	1 095 108	2 774 708

Les principales hypothèses utilisées pour la détermination de la charge résultant de paiements en actions par application du modèle Black-Scholes de valorisation des options ont été les suivantes :

- Taux d'intérêt sans risque : taux des emprunts d'état (indice GFRN),
- Dividende : néant,
- Volatilité : 40 %, correspondant à la moyenne des volatilités historiques d'un panel de sociétés cotées comparables,
- Turnover :
 - 1% par an au titre de 2011,
 - 1% par an au titre de 2012,
- Durée de vie attendue : 5,45 à 7 ans.

Les prix d'exercice, durée de vie estimée et juste valeur des actions sous-jacentes à la date d'attribution des bons ont été utilisées pour la valorisation de chaque catégorie de rémunérations en actions.

L'information détaillée sur le nombre d'options par catégories et les prix d'exercice est présentée en Note 6.2.



Note 12 : Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit (en euros) :

	<u>30/06/2012</u>	<u>30/06/2011</u>
Produits financiers	212.021	18.670
Charges financières	(15.137)	(14.928)
Total	<u>196.884</u>	<u>3.742</u>

Les produits financiers sont principalement constitués des plus-values de cession de valeurs mobilières de placement. Les intérêts d'emprunt, les pertes de change et les charges liées à la désactualisation des avances remboursables Oséo et Coface constituent les charges financières.

Note 13 : Engagements

Les engagements opérationnels existants au 31 décembre 2011 n'ont pas évolué de façon significative au 30 juin 2012.

Note 14 : Relations avec les parties liées

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du Conseil d'administration de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des périodes présentées (en euros) :

	<u>30/06/2012</u>	<u>30/06/2011</u>
Membres du Conseil d'administration	66.425	84.063
Jetons de présence	6.000	8.000
Paievements en actions aux membres du Conseil d'administration	435.410	101.529
Honoraires versés à la SCP Benhamou Vannerom	82.256	82.256
Total	<u>590.091</u>	<u>275.848</u>

Les modalités d'évaluation de l'avantage relatif à des paiements fondés sur des actions sont présentées en Note 11. Les honoraires versés à la SCP Benhamou Vannerom correspondent à des prestations de conseil scientifique, notamment à la conception des études cliniques et à la réalisation des protocoles.

Etat des dettes avec les parties liées au 30 juin :

	<u>30/06/2012</u>	<u>30/06/2011</u>
SCP Benhamou Vannerom	-	28.178
Jetons de présence	34.000	8.000
Engagement de retraite	11.163	5.557
Total	<u>45.163</u>	<u>41.735</u>



Note 15 : Événements postérieurs à la clôture

Aucun évènement n'est intervenu entre la date de clôture et celle de l'arrêté des comptes par le Conseil d'administration qui, n'ayant pas été pris en considération, soit susceptible d'entraîner une remise en question des comptes eux-mêmes ou de rendre nécessaire une mention dans l'annexe des comptes résumés.



II - RAPPORT D'ACTIVITE

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Les **produits opérationnels** de la Société se sont élevés respectivement à 1.316.086 euros et 935.231 euros pour les premiers semestres 2012 et 2011. Ces produits ont été principalement générés par le crédit impôt recherche, et de manière plus marginale, par les ventes de Diallertest[®] ainsi que par des subventions reçues dans le cadre des projets de recherche menés par la Société.

<i>en euros</i>	30 juin	
	2012	2011
Chiffre d'affaires	71 704	106 492
Autres revenus	1 244 382	828 739
<i>dont Crédit Impôt Recherche</i>	1 219 847	817 035
<i>dont subventions</i>	24 535	11 704
Total des produits opérationnels	1 316 086	935 231

Aucune dépense de R&D n'étant activée jusqu'à l'obtention d'autorisation de mise sur le marché, le crédit impôt recherche afférent aux dits programmes de recherche est pour sa part intégralement comptabilisé en produit opérationnel. Les aides reçues par la Société au cours de la période ont été déduites de l'assiette de calcul du crédit d'impôt recherche.

La Société a comptabilisé au titre du premier semestre 2012, un produit net lié au Crédit Impôt Recherche de 1.219.847 euros qui correspond à celui dégagé au cours du premier semestre 2012. Le crédit d'impôt recherche 2011 (soit 1.699.080 €) a fait l'objet d'une demande de remboursement conformément au régime des PME au sens communautaire.

L'augmentation du crédit impôt recherche comptabilisé sur la période traduit l'intensification des efforts de R&D liée à la préparation de la phase IIb ('VIPES') ainsi qu'à la fin de la phase I pour Viaskin[®] Peanut.

Alors qu'il affichait une croissance au cours du premier semestre 2011, le chiffre d'affaires généré par le Diallertest[®], uniquement commercialisé en France via un distributeur, marque un ralentissement sur la période écoulée, passant à 71.704 euros au premier semestre 2012 comparé à 106.492 euros un an plus tôt. Ce produit de diagnostic historique n'est pas stratégique pour la Société, dont la priorité réside en la future commercialisation de produits de désensibilisation issus de la plateforme Viaskin[®].

Le coût des marchandises vendues correspond donc aux coûts du prestataire responsable de la fabrication du Diallertest[®]. En effet, la Société ne disposant pas à ce jour du statut de laboratoire pharmaceutique, la fabrication du Diallertest[®] est confiée à un tiers disposant de ce statut et justifiant ainsi de BPF (Bonnes Pratiques de Fabrication – Good Manufacturing Practice). Ce CMO (Contract Manufacturing Organisation) intervient donc pour le compte de DBV Technologies qui lui a mis à disposition des équipements de production dédiés. Le coût des marchandises vendues s'est établi à 54 987 euros au premier semestre 2012 contre 49 388 un an plus tôt.

La marge commerciale dégagée au cours du premier semestre 2012 s'établissait à environ 23% du chiffre d'affaires, comparée à 54% un an plus tôt, du fait de coûts de production plus importants notamment liés à des volumes de commande moindre passés par le distributeur.

Sur le premier semestre 2012, le montant total des **dépenses de recherche et développement** affiche une augmentation significative de 70%, pour s'établir à 5.094.902 euros comparé à 2.991.838 euros un an plus tôt. Ces efforts portent principalement sur la préparation de l'étude mondiale VIPES, qui vise à démontrer l'efficacité de Viaskin[®] Peanut sur 300 patients enfants, adolescents et adultes. En outre, la Société a renforcé ses équipes de Recherche et Développement au cours des 6 derniers mois, afin de mener de front l'ensemble de son programme de développement, qui compte pas moins de 5 études en simultanée sur les 24 prochains mois.

Par nature, les dépenses de Recherche et Développement au cours de la période présentée se ventilent comme suit :

<i>en euros</i>	30 juin	
	2012	2011
Frais de personnel	1 793 643	648 307
Sous traitance, Collaboration et consultants	2 637 834	1 948 409
Fournitures de Recherche	261 278	226 512
Location immobilière	122 992	78 711
Congrès, Frais de déplacement	136 079	90 489
Dotations aux provisions et amortissements	85 043	-18 934
Autres	58 034	18 343
Total des dépenses de R&D	5 094 902	2 991 838

D'une année sur l'autre, ce tableau permet de constater notamment :

- Une augmentation de près de 35% du poste « Sous-traitance, collaborations » intégrant notamment les coûts des prestataires intervenus pour le compte de DBV Technologies dans le cadre de l'étude de phase Ib et phase IIb ('VIPES') pour Viaskin[®] Peanut ;
- Une progression d'environ 177% de la masse salariale dédiée à la R&D résultant à la fois d'une augmentation des effectifs (21 collaborateurs au 30 juin 2012 comparé à 17 fin juin 2011) et de la charge liée à la valorisation des BSPCE, BSA et actions gratuites de 834.619 euros au premier semestre 2012 comparé à 27.129 euros respectivement sur la même période ;
- Le poste « Locations immobilières » en progression de près de 56% suite au déménagement de la Société dans ses nouveaux locaux durant l'été 2011 ;
- La hausse du poste « Dotations aux amortissements et provisions », liée au déménagement des locaux d'activité.

Les frais généraux comprennent essentiellement les frais de personnel administratifs, les coûts de structure liés au siège social ainsi que des charges externes, comme certains honoraires (audit, avocats, consultants). Au premier semestre 2012, les frais généraux se sont élevés à 1.796.010 euros, comparé à 1.003.831 euros un an auparavant, soit une hausse de 79%.

Par nature, la répartition des frais généraux comptabilisés au cours de la période présentée est la suivante :

<i>en euros</i>	30 juin	
	2012	2011
Personnel	1 333 363	246 172
Honoraires	120 565	450 393
Location immobilière	57 186	23 087
Assurances	31 668	20 855
Communication, frais de représentation et déplacement	141 788	151 339
Frais postaux et de télécommunication	45 184	12 703
Fournitures administratives et locations mobilières	29 858	17 874
Autres	36 398	81 408
Total des frais généraux	1 796 010	1 003 831

Ainsi, l'augmentation globale constatée résulte pour l'essentiel :

- D'une augmentation d'environ 440% des frais de personnel principalement liée à la comptabilisation d'une charge relative aux paiements en actions (1.062.799 euros sur la période comparé à 101.749 euros un an plus tôt) ainsi qu'au recrutement de collaborateurs supplémentaires.
- Une forte augmentation des frais de représentation et communication (+256%) principalement liée aux frais de communication suite à l'introduction en bourse, et enfin,
- A un poste « Location immobilière » en progression significative suite au déménagement du siège social dans de nouveaux locaux durant l'été 2011.

Le résultat financier net s'est élevé à 196.884 euros au premier semestre 2012 comparé à 3.742 euros sur la même période en 2011. Ce poste comprend d'une part, les produits financiers réalisés sur les placements de la Société et d'autre part, les pertes de change ainsi que les charges liées à la désactualisation des avances OSEO et COFACE. L'évolution du résultat financier en 2012 s'explique principalement par une augmentation des produits de placement de trésorerie encaissés par la Société, consécutivement aux sommes perçues dans le cadre de son précédent tour de financement privé ainsi que de son introduction en bourse, réalisée en mars 2012. Les produits financiers sont donc passés de 18.670 euros au 30 juin 2011 à 212.021 euros au 30 juin 2012.



Compte tenu des déficits constatés sur les 3 derniers exercices, la Société n'a pas enregistré de charge **d'impôt sur les sociétés**.

La **perte nette** sur la période s'est élevée à 5.432.929 euros contre une perte de 3.106.084 euros un an plus tôt. La perte par action émise (nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période) s'est élevée respectivement à 0,48 euros et 0,45 euros par action au 30 juin 2012 et au 30 juin 2011.

ANALYSE DU BILAN

Les **actifs non courants** regroupent les actifs corporels, incorporels et les actifs financiers non courants. Les actifs non courants nets s'élevaient respectivement à 1.488.305 euros et 1.267.969 euros au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011. Cette augmentation résulte principalement de la mise en place d'un contrat de liquidité suite à l'introduction en bourse de la Société.

Les **actifs courants nets** s'élevaient respectivement à 45.933.747 euros et 14.453.181 euros au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2011. Leur progression très significative sur la période résulte principalement de l'augmentation de la trésorerie disponible résultant des créances de crédit impôt recherche dont le montant en hausse significative traduit l'intensification des efforts de développement et surtout de l'introduction en bourse de la Société le 28 mars 2012, lui ayant permis d'encaisser 37,5 millions d'euros nets.

Il en résulte au 30 juin 2012, un **encours de trésorerie** et des instruments financiers courants en augmentation importante, celui-ci s'élevant à 42.176.914 euros comparé à 11.531.117 euros au 31 décembre 2011.

La variation nette des **capitaux propres** de la Société résulte pour l'essentiel de la variation positive liée à la levée de fonds de 37.5 millions d'euros nets en mars 2012. Les capitaux propres se sont donc élevés à 44 815 110 euros au 30 Juin 2012 contre 11 706 617 au 31 décembre 2011.

ANALYSE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

<i>en euros</i>	30 juin	
	2012	2011
Flux de trésorerie net lié aux activités opérationnelles	(6 277 846)	(3 861 832)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(330 173)	(303 358)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	37 253 816	(127 917)

La **consommation de trésorerie liée aux activités opérationnelles** aux 30 juin 2012 et 2011 s'est élevée respectivement à (6.277 846) euros et (3.861.832) euros. Au cours du premier semestre 2012, la consommation de trésorerie liée aux activités opérationnelles a sensiblement augmenté par rapport à la même période un an plus tôt sous l'effet des efforts croissants engagés par la Société dans ses programmes de R&D.



La **consommation de trésorerie liée aux activités d'investissements** a légèrement augmenté en 2012 du fait de la mise en place d'un contrat de liquidité.

Les **flux nets de trésorerie liés aux activités de financement** se sont élevés à 37.3 millions d'euros au premier semestre 2012 contre (0.1) millions d'euros un an plus tôt suite à l'encaissement en mars 2012 d'un montant de 37.5 millions d'euros nets relatif à l'introduction en bourse de la Société sur NYSE-Euronext.



III – INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du Conseil d'administration de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des périodes présentées (en euros) :

	30/06/2012	30/06/2011
Membres du Conseil d'administration	66.425	84.063
Jetons de présence	6.000	8.000
Paiements en actions aux membres du Conseil d'administration	435.410	101.529
Honoraires versés à la SCP Benhamou Vannerom	82.256	82.256
Total	590.091	275.848

Les modalités d'évaluation de l'avantage relatif à des paiements fondés sur des actions sont présentées en Note 11 de l'annexe aux états financiers résumés. Les honoraires versés à la SCP Benhamou Vannerom correspondent à des prestations de conseil scientifique, notamment à la conception des études cliniques et à la réalisation des protocoles.

Etat des dettes avec les parties liées au 30 juin :

	30/06/2012	30/06/2011
SCP Benhamou Vannerom	-	28.178
Jetons de présence	34.000	8.000
Engagement de retraite	11.163	5.557
Total	45.163	41.735



IV – PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

La Société exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide et fait naître de nombreux risques dont certains échappent à son contrôle. Les risques et incertitudes présentés ci-dessous ne sont pas les seuls auxquels la Société doit faire face et le lecteur est invité à prendre connaissance du Document de Base de la Société, disponible sur son site web (www.dbv-technologies.com).

- La Société mène des programmes précliniques et cliniques devant conduire à terme à la commercialisation de solutions thérapeutiques de traitement des allergies notamment alimentaires. Le développement d'un candidat-médicament est un processus long et coûteux se déroulant en plusieurs phases, et dont l'issue est incertaine. L'objectif est de démontrer le bénéfice thérapeutique apporté par le candidat-médicament pour une ou plusieurs indications données. A chaque phase de développement, la Société présentera les résultats de ses études cliniques aux autorités des différents pays selon son plan de développement. Des exigences complémentaires pourraient apparaître. De même, lors des essais cliniques, la rapidité de recrutement des patients n'est pas entièrement garantie, même si le choix des centres et des partenaires sera toujours calibré en fonction des possibilités de recrutement. En outre, certaines demandes des autorités réglementaires pourraient impacter le recrutement. La Société initie actuellement sa phase IIb mondiale pour l'allergie à l'arachide ('VIPES') et ne peut garantir que l'étude se termine selon le plan envisagé.
- La Société pourrait être dans l'incapacité de démontrer la bonne tolérance, l'absence d'effets indésirables, immédiats ou à distance, ou l'efficacité d'un ou plusieurs de ses produits thérapeutiques chez l'animal et chez l'homme. Tout échec lors d'une des différentes phases cliniques pour une indication donnée pourrait retarder le développement, la production et la commercialisation du produit thérapeutique concerné voire entraîner l'arrêt de son développement. Bien que les lésions locales provoquées par l'utilisation du patch se soient toujours révélées modérées, lors de l'utilisation à grande échelle, il se pourrait que ces effets locaux (de type irritation, inflammation locale ou eczéma) constituent une gêne pour certains patients qui pourraient les conduire à interrompre prématurément le traitement.
- Afin de renforcer son programme de développement clinique et d'augmenter sa visibilité au sein de la communauté scientifique, la Société a recours à des études dites « supports » réalisées par des institutions publiques ou universitaires, comme par exemple l'étude ARACHILD menée par l'Assistance Publique en France ('AP-HP'). Cependant, la Société n'étant pas promoteur de ces études, elle n'assure pas leur pilotage et leur suivi. En conséquence, les résultats d'efficacité pourraient être affectés par l'absence d'harmonisation des protocoles d'étude. Par ailleurs, la Société n'exerce aucun contrôle sur les protocoles de ces études, et ne peut donc anticiper ou garantir la façon dont les résultats seront obtenus, utilisés et/ou publiés, ni l'occurrence d'effets secondaires. Dans le cadre de ces études universitaires, la Société ne contrôlera pas la politique de publication des résultats et pourrait se voir refuser par les promoteurs des études l'utilisation des résultats à des fins réglementaires ou de communication.
- *Diallertest[®] Milk* est le premier produit de diagnostic à l'allergie aux protéines de lait de vache chez l'enfant mis au point par DBV Technologies, actuellement disponible sur le marché français avec un statut dérogatoire temporaire au niveau réglementaire. Compte tenu de l'historique d'utilisation,



l'autorisation de mise sur le marché en Europe nécessite la réalisation d'une seule étude de phase III dont le protocole a été discuté et approuvé par les Autorités Européennes (EMA) dans le cadre d'une procédure d'Avis Scientifique puis de Plan d'Investigation Pédiatrique (PIP). La Société poursuit les discussions avec les autorités réglementaires et souhaite aménager ce protocole. Elle réexaminera à la lumière de ces discussions, courant 2012, l'intérêt stratégique et économique de poursuivre la commercialisation de Diallertest[®] Milk. La commercialisation de *Diallertest[®] Milk* pourrait être interrompue, de façon définitive ou transitoire, à tout moment pour des raisons stratégiques et/ou à la demande des autorités réglementaires.

- La Société est dépendante de tiers pour son approvisionnement en divers matériaux, produits chimiques ou biologiques (extrait de protéines notamment) qui sont nécessaires à la production de patchs destinés à la réalisation de ses essais cliniques ou de patchs diagnostic. L'approvisionnement de la Société en l'un quelconque de ces matériaux et produits pourrait être réduit ou interrompu. Dans un tel cas, la Société pourrait ne pas être capable de trouver d'autres fournisseurs de matériaux ou produits chimiques ou biologiques de qualité acceptable, dans des volumes appropriés et à un coût acceptable. Si ses principaux fournisseurs ou fabricants lui faisaient défaut ou si son approvisionnement en produits et matériaux était réduit ou interrompu, la Société pourrait ne pas être capable de continuer de développer, produire, et commercialiser ses produits à temps et de manière compétitive
- Dans le cadre de son développement, la Société a recours à des sous-traitants tant pour la fabrication des patchs que pour la réalisation des essais cliniques. Toute défaillance de leur part pourrait avoir des conséquences sur la durée, voire la poursuite, des études cliniques et la qualité des données qui doit répondre à des normes strictes.
- Toute étude clinique comme VIPES est soumise à l'accord préalable des autorités de santé des pays dans lesquels il est prévu de mener l'étude et de comités d'éthique ; un avis négatif pourrait entraver ou stopper le programme de développement clinique de la Société. De même, la Société met en place, pour chaque étude, un *Data and Safety Monitoring Board* (comité de suivi des données et de la sécurité) ; les bonnes pratiques cliniques recommandant de suivre les avis du *Data and Safety Monitoring Board*, ces derniers pourraient conduire à des arrêts prématurés ou retarder le développement des produits. De plus, en fonction des informations qui leur seraient communiquées en cours d'étude, notamment sur la survenue d'événements indésirables graves, les autorités de santé pourraient décider de la suspension ou de l'arrêt prématuré de l'étude.
- Pour financer ses activités, la Société a également opté pour le Crédit d'Impôt Recherche (« CIR »). Les dépenses de recherche éligibles au CIR incluent, notamment, les salaires et traitements, les amortissements du matériel de recherche, les prestations de services sous-traitées à des organismes de recherche agréés (publics ou privés) et les frais de propriété intellectuelle. La Société a bénéficié d'un crédit d'impôt recherche qui a été remboursé et contrôlé par l'administration fiscale au titre des années 2008 et 2009. Il ne peut être exclu que les services fiscaux remettent en cause les modes de calcul des dépenses de R&D retenus par la Société ou que le CIR soit remis en cause par un changement de réglementation ou par une contestation des services fiscaux alors même que la Société se conforme aux exigences de documentation et d'éligibilité des dépenses.



**V - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012**

CHD AUDIT & CONSEIL
8, rue Auber
75009 Paris

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

DBV Technologies

Société Anonyme

Green Square - Bât. D
80/84, rue des Meuniers
92220 Bagneux

**Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle 2012**

Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels résumés de la société DBV Technologies, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.



I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 26 juillet 2012

Les commissaires aux comptes

CHD AUDIT & CONSEIL

Deloitte & Associés

Jean-Marc BULLIER

Fabien BROVEDANI



VI - DECLARATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2012

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société au 30 juin 2012, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 26 Juillet 2012

Pierre-Henri Benhamou

Président Directeur-Général